

L'ONU implore Pékin de respecter les droits de la personne AFP – 07/03/2023



PHOTO ANDY WONG, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

(Genève) Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a demandé mardi à Pékin d'agir pour répondre aux « graves préoccupations » concernant la situation des droits de la personne dans la province chinoise du Xinjiang.

« En ce qui concerne la Chine, nous avons ouvert des canaux de communication avec un éventail d'acteurs pour suivre une variété de questions relatives aux droits de la personne », a déclaré Volker Türk, devant le Conseil des droits de l'homme, pour le traditionnel discours survolant tous les points chauds des atteintes aux droits de la personne. Le premier de l'Autrichien qui a pris ses fonctions en octobre.

M. Türk a subi des pressions des nations occidentales et des organisations de défense des droits de la personne pour qu'il adopte une position ferme sur le Xinjiang à la suite d'un rapport explosif de sa prédécesseure qui citait d'éventuels crimes contre l'humanité dans la région de l'extrême ouest de la Chine.

L'ONU est préoccupée par la protection des minorités telles que les Ouïghours du Xinjiang et les Tibétains, a déclaré M. Türk.

« Dans la région du Xinjiang, mes services ont documenté de graves préoccupations – notamment des détentions arbitraires à grande échelle et des séparations familiales en cours – et ont fait des recommandations importantes qui nécessitent un suivi concret », a-t-il dit.

Les accusations – documentées – sur le Xinjiang sont rejetées en bloc par Pékin.

M. Türk a également exprimé son malaise face aux restrictions du discours public en Chine et à la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong imposée en 2020 pour éradiquer la dissidence à la suite des manifestations prodémocratiques.

« Nous sommes également préoccupés par la restriction sévère de l'espace civique de manière plus générale, y compris la détention arbitraire de défenseurs des droits de l'homme et d'avocats, et l'impact de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong », a souligné le chef des droits de l'homme de l'ONU.

Ambassadeur de la Chine, Chen Xu a rétorqué qu'avec les efforts de Pékin pour lutter contre le terrorisme et la radicalisation, les droits de la personne au Xinjiang étaient « bien protégés ».

« Le Xinjiang et le Tibet bénéficient d'une croissance économique continue, d'une société harmonieuse et stable, de moyens de subsistance constamment améliorés, d'une culture prospère, d'une coexistence pacifique de toutes les religions et de réalisations sans précédent dans le développement des droits de l'homme », a-t-il déclaré.

Et depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale, « tous les droits et libertés légitimes des habitants de Hong Kong sont mieux protégés », a-t-il ajouté.

L'ambassadrice américaine Michele Taylor a exhorté de son côté le Conseil à « prendre des mesures pour remédier à la violation flagrante et continue des droits de l'homme au Xinjiang ».

Au nom du Royaume-Uni, son ambassadeur Simon Manley a appelé Pékin « à cesser de nier les faits et à s'engager sérieusement et de manière constructive » à suivre les recommandations des services de M. Türk.

Directrice de l'ONG Human Rights Watch à Genève, Hilary Power a appelé pour sa part le Conseil à enquêter sur « les violations massives des droits en Chine, y compris au Xinjiang ».

<https://www.lapresse.ca/international/2023-03-07/repression-des-ouighours-au-xinjiang/l-onu-implore-pek-in-de-respecter-les-droits-de-la-personne.php>